FORUM RÉGIONAL D'AGCEDE 2021 (Rapport)

« Maximiser les avantages économiques des zones extractives pour les femmes et les jeunes entrepreneurs - comment se mettre en réseau, collaborer, mettre à l'échelle »

30 novembre, 1er décembre et 2 décembre 2021

AGCEDE APPUI À LA GOUVERNANCE ET À LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE DURABLE EN ZONE EXTRACTIVE

ceci

WUSC EUMC

En partenariat avec Canada

Table des matières

5 PRÉSENTATION DU FORUM

7 PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET ACGEDE
CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF ET INCLUSIF

11 THÈME 1 : DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF ET INCLUSIF DANS LES ZONES EXTRACTIVES

27 THÈME 2 : FEMMES ET JEUNES ENTREPRENEURS DANS LES ZONES MINIÈRESS

51 THÈME 3 : FONDS MINIERS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET AUTRES REVENUS MINIERS

74 CONCLUSION, ÉVALUATION PAR LES PARTICIPANTS ET PERSPECTIVES

PRÉSENTATION DU FORUM

« Maximiser les avantages socioéconomiques des zones d'extraction pour les femmes et les jeunes entrepreneurs - se connecter, collaborer, augmenter l'échelle »

Depuis le début du projet d'Appui à la gouvernance et à la croissance économique durable en zone extractive (AGCEDE), l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) et le Centre d'étude et de coopération internationales (CECI) co-organise chaque année un évènement phare grâce au financement d'Affaires mondiales Canada (AMC). Ces évènements rassemblent, à travers le projet AGCEDE, diverses parties prenantes de la sous-région dont le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana et la Guinée pour réfléchir sur les progrès et les défis concernant la gouvernance locale et la place occupée par les femmes et les jeunes dans le développement économique des zones extractives.

À propos de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC)

L'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) est une organisation non gouvernementale canadienne axée sur l'**autonomisation économique des jeunes et des femmes** à travers le monde.

Notre vision est celle d'un monde meilleur pour tous les jeunes. C'est celle d'**un monde plus inclusif, plus équitable et plus durable** dans lequel tous les jeunes, en particulier les femmes et les réfugié-e-s, disposent des **moyens nécessaires pour améliorer leur propre qualité de vie, celle de leur famille et de leurs communautés**.

Nous travaillons avec un vaste réseau d'étudiant-es, de volontaires, d'établissements postsecondaires, d'administrations publiques et d'entreprises pour **améliorer les possibilités d'éducation, d'emploi et d'autonomisation pour les jeunes**.

https://wusc.ca/fr/

Pour 2021, le thème choisi a été :

« Maximiser les avantages socioéconomiques des zones d'extraction pour les femmes et les jeunes entrepreneurs - se connecter, collaborer, augmenter l'échelle ».

- 83 participant.es du Burkina Faso (BF), du Canada, du Ghana (GH)
- Le programme de ce forum visait à aborder des questions d'actualité, notamment le développement local participatif et inclusif dans les zones d'extraction.

À propos du CECI

La mission du CECI est de **combattre la pauvreté, l'exclusion et les inégalités**. À cette fin, le CECI **renforce les capacités de développement économique des communautés défavorisées** ; il appuie des initiatives d'égalité entre les femmes et les hommes, de lutte contre les violences, de sécurité alimentaire, de résilience et d'adaptation aux changements climatiques ; il mobilise des ressources et favorise l'échange de savoir-faire.

Toujours à la recherche d'innovation et d'efficacité, le CECI travaille à des **solutions de développement durable par la mise en œuvre de programmes et projets avec des partenaires stratégiques**. À travers toutes les interventions du CECI, les relations avec les partenaires du Sud deviennent plus égalitaires. Le renforcement de la gouvernance démocratique et la protection de l'environnement sont intégrés de manière systématique dans l'ensemble de la programmation du CECI.

Depuis sa fondation en 1958, le CECI a :

- Mobilisé plus de 12 000 volontaires et employé-e-s au Canada et dans 30 pays; • Appuyé plus de 8 000 organisations locales partenaires;
- Changé la vie de plus de 30 millions de personnes.

https://ceci.ca/fr/

LES PRINCIPAUX THÈMES ABORDÉS

Thème 1

Développement local participatif et inclusif dans les zones extractives - Quelles sont les stratégies pour s'assurer que les besoins des femmes et des jeunes sont mieux pris en compte de manière à les autonomiser ?

Thème 2

Femmes et jeunes entrepreneurs dans les zones minières - Comment peuvent-ils accéder au financement et au soutien technique pour développer leurs entreprises ?

Thème 3

Fonds miniers de développement local et autres revenus miniers : un outil pour un développement local durable et inclusif ?

Pour chacun de ces thèmes, des présentations de différents partenaires ont favorisé le partage de résultats et ont fourni une plate-forme aux membres de la communauté et d'organisations internationales pour qu'ils puissent échanger sur leurs expériences et leurs réflexions.

En plus de partager les résultats d'expériences, le forum régional a proposé aux entrepreneurs de vendre leurs produits à travers une exposition. En effet, plus de 20 entrepreneurs des trois pays ont pu présenter une large gamme de produits : allant des bijoux, des produits de beauté et des crèmes aux produits alimentaires.

Le 30 novembre 2021, une cérémonie d'ouverture du Forum régional ACGEDE 2021 a eu lieu avec la participation de : la Haut-Commissaire du Canada au Ghana, Son Excellence Kati Csaba, la directrice générale de la Ghana Enterprises Agency, Mme Kosi Yankey-Ayeh, et la directrice nationale de l'EUMC au Ghana, Emelia Ayipio Asamoah, qui ont prononcé respectivement leurs discours d'ouverture. Il est à noter que le Forum se déroulant, durant la pandémie mondiale de COVID-19 et compte tenu de l'arrivée du nouveau variant COVID « Omicron », l'EUMC et le CECI ont évalué les risques de maintenir le Forum régional AGCEDE au Ghana, du 30 novembre au 2 décembre 2021 et ont maintenu l'idée de tenir le forum à la date et au lieu choisi, mais en renforçant le protocole COVID en place et en ajoutant des mesures d'atténuation supplémentaires afin de protéger ses participants

PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET ACGEDE CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF ET INCLUSIF

Cette table ronde a été suivie de la - Présentation des constats des études de cas et de l'évaluation sur le développement participatif et inclusif par Marie Denise Léger Samson, Chargée de projet AGCEDE – CECI. Voici en résumé les principaux constats :

Cadre de **suivi de l'impact social et environnemental** des opérations minières sur les communautés minières – ABOKEN : une expérience du Ghana

S'appuyant sur les principes de participation du public mandatés par la politique environnementale nationale, l'EPA du Ghana a créé le programme **AKOBEN qui utilise la pression publique pour motiver les entreprises à suivre les réglementations environnementales**. En effet, AKOBEN mesure les performances environnementales et sociales des entreprises à l'aide d'un schéma en cinq couleurs.

Ces codes de couleur évaluent les performances opérationnelles des entreprises, y compris la conformité réglementaire obligatoire avec les permis et la minimisation des risques liés aux déchets toxiques/dangereux ainsi que les engagements volontaires des entreprises concernant les responsabilités sociales et les relations communautaires. **Les notations fournissent des informations claires sur la façon d'améliorer la performance environnementale**.

Pour y arriver, les entreprises fournissent leurs données mensuelles, trimestrielles, semestrielles et annuelles selon un format standardisé. **L'EPA compile des informations à partir des commentaires de la communauté et des rapports des médias**. Les audits de site fournissent des informations supplémentaires et la vérification des données.

En plus de réduire les coûts, l'**approche ABOKEN améliore l'efficacité administrative et augmente la transparence** ce qui réduit le risque de différends entre les parties prenantes.

Pour en savoir plus consulter : http://www.epa.gov.gh/epa/

Le projet ACGEDE est une initiative financée par Affaires mondiales Canada et mise en œuvre conjointement par l'EUMC et le CECI au Burkina Faso, au Ghana et en Guinée depuis 6 ans (2016 à 2022). Travaillant en partenariat avec les communautés, les gouvernements locaux, le secteur privé et d'autres parties prenantes, le projet aide les communautés, en particulier les femmes et les jeunes, **le projet ACGEDE a pour but de maximiser les avantages socio-économiques des investissements dans le secteur extractif en Afrique de l'Ouest**. Plus précisément, **le projet vise à autonomiser les communautés locales, et plus particulièrement à intégrer les femmes et les jeunes**, afin qu'elles participent pleinement à la gouvernance locale, aux opportunités économiques et au développement durable de ces zones.

Au Burkina Faso, **33,8% des entreprises soutenues par ACGEDE ont enregistré une croissance** de leurs ventes et de leur chiffre d'affaires, avec des taux de croissance plus élevés de 56,5% et 61,4% de croissance au Ghana et en Guinée respectivement.

Afin d'améliorer le développement économique local, et grâce à un partenariat avec Affaires mondiales Canada, **le projet a versé plus de 300000 $ CA dans les trois pays sous forme de subventions directes aux femmes et aux jeunes entrepreneurs.**

Quelques résultats

30 **plans de développement local** revus

7 898 personnes (62% femmes - 60% jeunes) **formées à l'entrepreneuriat**

1292 **Entreprises démarées**, (BF : 37.5%, GH : 56,1%, et GU : 69%).

« En règle générale, les femmes et les jeunes n'ont pas le sentiment d'être impliqués, même si des efforts sont faits dans ce sens. Que faites-vous précisément pour garantir l'inclusion ? »

« Ce programme laisse de bons souvenirs. Il continuera à vivre. Il nous a fourni une formation et nous, à notre tour, formerons d'autres. Moi même, j'ai pu créer une coopérative, la Coopérative agricole de développement. Nous faisons désormais partie d'un réseau, pour améliorer nos capacités et mieux répondre aux besoins de nos clients, la plateforme des jeunes entrepreneurs de Boké. Nous sommes également liés à d'autres organisations, pour bénéficier d'un renforcement des capacités»

RÉPONSE D'UN HOMME

« Quand le projet est arrivé, j'avais déjà démarré mon élevage de poulets tout en allant à l'école. J'ai commencé à suivre diverses formations sur l'élevage et la gestion d'entreprise et finalement, j'ai commencé à penser que je devrais me concentrer uniquement sur mon entreprise et embaucher un jour des cols blancs, au lieu d'en devenir un moi-même. Mon entreprise n'a cessé de croître depuis, merci au projet et à tout ce qu'il nous a apporté. Nous créons maintenant des structures pour nous assurer que tout ce que nous avons appris à travers le projet peut profiter aux autres.»

RÉPONSE D'UNE FEMME

« En termes de participation des femmes et des jeunes, ce qui a fait la différence dans ce projet, c'est d'avoir organisé des formations et mené des discussions dans les langues locales. Pour moi, c'est définitivement un facteur de succès. Organiser des ateliers sur le leadership, la communication, le plaidoyer et le lobbying a permis aux femmes et aux jeunes d'être mieux organisés et préparés. Les femmes ont pleinement compris que dans nos communautés, le pouvoir ne leur sera pas remis, elles doivent s'en emparer. Nous avons maintenant des femmes dans la région de Boké qui aspirent à être des propriétaires d'entreprises et à participer activement à la gestion et à la prise de décision de la ville.»

DR BALDÉ ALPHA MAMADOU, GUINÉE

« Tout dans ce projet m'a beaucoup aidé. Ils m'ont aidé, ils m'ont aidé à avancer, alors je voudrais dire un grand merci à ACGEDE car ils m'ont beaucoup aidé. Mais ils n'ont pas fini, ils ne devraient pas partir, ils devraient continuer à aider les femmes et les jeunes de notre communauté»

RÉPONSE D'UNE FEMME

THÈME 1 : DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF ET INCLUSIF DANS LES ZONES EXTRACTIVES

Quelles sont les stratégies pour s'assurer que les besoins des femmes et des jeunes sont mieux pris en compte de manière à les autonomiser?

Table-ronde sur Développement local participatif et inclusif dans les zones extractives

Le 30 novembre 2021, afin lancer le débat sur le débat le premier thème du forum, une table-ronde réunissant les six (6) panélistes suivants :

- M. Isaac Dasmani (PhD)-PHV Municipal Chief Executive.
- M. Isaac Danquah-Happy Youth Development Association, Ekutuase.
- Wassa East District et Atobiase Youth Association.
- M. GNOUMOU Dissan Boureima : ex Maire de Houndé, élu local (député) de la région BF
- Mme PARE Virginie Comité de veille citoyenne de Houndé, OSC femmes, Burkina Faso
- Mme GNAISSA Maimouna (Cadre de Concertation et d'Actions des Femmes) OSC femmes, Guinée
- M. BAH MAMADOU HOUDY, Maire Commune de Sangarédi , Guinée

« Quelles sont les stratégies pour s'assurer que les besoins des femmes et des jeunes sont mieux pris en compte de manière à les autonomiser ?»

Dans les trois pays, les intervenants ont fait part de leur préoccupation de prendre en compte les besoins des femmes et des jeunes. Notamment lors de l'élaboration des plans locaux de développement, des mécanismes sont mis en place pour recueillir les besoins et aspiration de l'ensemble des parties prenantes.

HOUDY BAH
MAIRE DE HOUNDÉ

«Nous avons un plan de développement communautaire participatif sur cinq ans (2017-2022). C'est un mécanisme structurel. Le Projet AGCEDE a contribué à sensibiliser les communautés aux problèmes de développement dans les zones minières. Chaque année, nous élaborons notre plan d'investissement annuel, pour lequel nous consultons la population de chaque secteur sur leurs besoins spécifiques »

THÈME 2 : FEMMES ET JEUNES ENTREPRENEURS DANS LES ZONES MINIÈRES

COMMENT PEUVENT-ILS / ELLES ACCÉDER AU FINANCEMENT ET AU SOUTIEN TECHNIQUE POUR DÉVELOPPER LEURS ENTREPRISES ?

Pour lancer le débat du thème 2, deux expériences de financement d'entreprises ont été présentées soit celle du cabinet de formation spécialisé en entrepreneuriat PRIDE et celle des micro-financements au Burkina Faso. En effet, ces deux programmes ont pour mission de « Faciliter l'accès des femmes et jeunes entrepreneur-e-s au financement et soutenir le démarrage de leur entreprise à petite échelle (Programme en Guinée) ou afin d'accroître leurs capacités de production et renforcer leur autonomisation économique (programme au Burkina Faso) »

La mission du PRIDE est le développement de l'esprit entrepreneurial. PRIDE est devenu partenaire du Projet AGCEDE/CECI en s'installant et déployant une équipe de formateurs et de coachs en entrepreneuriat dans toute la zone du projet en Guinée.

SUCCÈS STORY

ENTREPRISE DE GUINÉE GIE KADOGONE- agro-alimentaire

Salématou COUMBASSA, Présidente GIE KADOGONE - Opératrice Minier

Impacts sociaux

Création de 7 emplois directs et 15 indirects pour les jeunes et femmes pour freiner la pauvreté et réduire l'immigration des jeunes

Impacts économiques

Amélioration des sources de revenus des membres / employés et auto-emploi

Impacts environnemen-taux

Utilisation d'une norme standard de dose dans la fabrication des jus naturels et **respect des règles d'hygiène et de Santé-Sécurité et Environnement** (HSSE)

L'appui du projet AGCEDE /CECI-Guinée a permis de :

- Renforcer les capacités en vie associative, techniques, plaidoyer /lobbying, économique et environnemental ;
- Atténuer l'impact de la COVID-19 grâce à une subvention de 8 030 000 GNF
- Bénéficier du fonds FODEL de 39 000 000 GNF et 7 000 000 GNF
- Réussir la création d'emploi ;
- Garantir une production naturelle et régulière de qualité ;
- Valider 5 segments de marché à ce jour : super marché, employé des zones minières, restaurants, vendeurs dans les marché locaux et fonctionnaires (2040 bouteilles de jus soit 20 400 000 GNF durant les 06 mois);
- Être compétitif au niveau préfectoral, régional et même national ;
- Améliorer le revenu des membres.

Quelques résultats clés de PRIDE

- Activités et soutien d'entreprises dans toutes les régions de Guinée ;
- Sessions pour plus de **50 000 jeunes et femmes candidats entrepreneurs** ;
- Contrats de formation en entrepreneuriat dans la sous-région; au Sénégal (en 2000); au Burkina (2003 et 2006); en Guinée Bissau (2005) au Bénin (2008);
- **10 coachs d'affaires dont 4 experts consultants et 7 animateurs** avec le CECI/AGCEDE à Boké;
- Le **transfert de compétences** entre formateurs PRIDE et les Cellules Communales d'Appui aux Entreprises (CCAE) est effectif;
- A ce jour, **les animateurs des CCAE arrivent à monter des micro-projets** pour d'autres jeunes candidats et les accompagner pour la recherche de financement

En deux cohortes (2020 et 2021), le projet a facilité la subvention de :
- 60 projets d'entreprises jeunes (Start Up);
- 40 Groupements agricoles, minimum de 807 membres bénéficiaires dont 361 jeunes femmes, 247 jeunes femmes, 109 jeunes hommes et 90 hommes.

Les projets sont financés à hauteur de 70% par AGCEDE et 30% par les bénéficiaires. Les Groupements agricoles bénéficiaires des subventions ont créé leurs propres caisses de micro-crédits: les Groupements Villageois d'Épargne et de Crédits. Ces Caisses composées de 97 % de femmes ont mobilisées plus de 160 000 $ US en épargne et plus de 80 000 $ US ont été redistribués en crédits court terme au taux de 5 à 10 % par mois pour la promotion de micro entreprises.

SUCCÈS STORY

ENTREPRISE KAKANDE – LEGUMES – Guinée

Entrepreneur ; Fadjigui KANTE, Gérant

MISSION

Produire et commercialiser les produits maraichers BIO, sain et conservable, afin de contribuer à l'autosuffisance alimentaire et à la création d'emploi durable pour les jeunes femmes et hommes de la localité.

Impacts sociaux

Création d'**emploi pour les jeunes femmes et hommes**

Impacts économiques

Création des **sources de revenus pour les employés** et auto-Emploi.

Impacts environneme-ntaux

Utilisation et apport des **engrais organiques (compostage), des pesticides à base bio** et respect de HSSE.

L'appui du projet AGCEDE /CECI-Guinée a permis de :

- Renforcer nos capacités en techniques de montage d'un plan d'affaire, marketing, Développement Personnel, Éducation Financière ;
- Création d'emploi permanent et temporaire pour la communauté;
- Garantir une production des légumes frais BIO de qualité grâce à une subvention de 1136,19 $ par le projet AGCEDE ;
- Signature d'un contrat de livraison avec 03 segments de clients à ce jour: les cantines des sociétés (minières) TMH/UMS et TGH+, association des femmes grossistes du marché local (1.612 kg de légumes frais livré soit 1702,22 $).

MICRO-FINANCEMENTS AU BURKINA FASO

Les Micro-financements au Burkina Faso ont permis de soutenir 34 Microentreprise Rurale (MER) collectives et 71 MER individuelles pour un montant total de 36 124 348 FCFA. Le montant maximal de la subvention sont de 350 000 F CFA pour les projets individuels et 650 000 FCFA pour des projets collectifs.

Ces micro-financement ont eu des impacts notamment sur l'accroissement des volumes de biens et services produits et des chiffres d'affaires. Dans plusieurs cas, la subvention a contribué à créer des conditions permettant aux MER de se constituer des réserves pour l'autofinancement et d'accéder à des fonds à l'accès aux financements publics en créant les conditions d'accès aux crédits auprès des institutions financières.

Plusieurs entreprises ont également déclaré que le microfinancement a réduit le temps de travail grâce à la mécanisation de certaines tâches ; a permis d'augmenter le nombre d'employés et améliorer leurs conditions de travail.

Le jeudi 2 décembre 2021, Ghana Enterprises Agency (GEA) a organisé une Masterclass et une session de réseautage pour 36 participants du Forum qui comprenaient des entrepreneurs, des membres du monde universitaire, des institutions gouvernementales et financières, des représentants d'associations professionnelles et d'organisations civiles.

L'objectif de la session « Accès au soutien financier au Ghana» était de
présenter différents portefeuilles d'accès au financement proposés par GEA aux MPME. GEA, en partenariat avec ses partenaires de développement et ses parties prenantes, a conçu et développé des programmes de sources de financement innovantes pour soutenir les entrepreneurs, en particulier les femmes et les jeunes. L'un de ces programmes est le Ghana Tourism Development Project (GTDP) qui est mis en oeuvre par GEA en collaboration avec le ministère du Tourisme, des Arts et de la Culture.

La présentation d'Ecobank portait sur les moyens de numériser les opérations commerciales des entreprises notamment les programmes tels que : OmniLite; EcobankPay; le E-Commerce ; le programme Ellevat et les cartes prépayées professionnelles. Ecobank propose des canaux numériques unifiés sur son réseau, permettant à ses clients d'accéder une variété de produits et services numériques partout au pays. Par rapport aux méthodes commerciales traditionnelles, la numérisation du commerce entraîne des coûts d'installation inférieurs et fournit des solutions à valeur ajoutée pour la croissance.

« Quelles sont les lacunes existantes en termes de soutien aux entrepreneurs dans les zones minières (pensez aux femmes et aux jeunes) ? »

Les principales lacunes identifiées par les participants

- Accès limité au financement pour les MPME;
- Compétences entrepreneuriales et managériales insuffisantes;
- Accès limité au marché et données inadéquates sur les MPME;
- Produits pas développés selon les normes internationales;
- Méconnaissance des opportunités existantes ;
- Mauvais accès aux réseaux routiers et autres infrastructures;
- Pas assez de centres de formation en entrepreneuriat et de fonds pour la formation à l'entrepreneuriat ;
- Peu de soutien des sociétés minières pour promouvoir les entrepreneurs et l'entrepreneuriat;
- Aucun engagement des sociétés minières à fournir un renforcement des capacités aux MPME;
- Peu de financement disponible pour les entreprises à propriétaire
- unique ; les financements via le fonds miniers vont principalement aux groupements, coopératives et groupements d'intérêt économique.

Les recommandations des participants

- Un mentorat pour les aider les jeunes entrepreneurs dans leurs procédures de formalisation. Étant donné l'absence d'accompagnement dans les zones minières, les PME locales pourraient fournir ce soutien aux jeunes entrepreneurs;

- Organiser des foires commerciales et inviter d'autres clients et concurrents potentiels dans le district. Tous les trois mois, les assemblées de district organisent des mairies. Ils devraient inviter les PME à profiter de l'opportunité et utiliser les mairies pour faire leur marketing;

- Continuer à renforcer les capacités des MPME afin qu'elles puissent sortir, faire leurs propres achats, soumissionner pour des contrats et ouvrir leur marché. Les assemblées devraient essayer de regrouper ces MPME en petits groupes et les aider à trouver des contrats auprès de grandes entreprises. Les assemblées devraient aider les MPME à former des groupements pour partager l'argent et l'utiliser comme fonds de roulement pour leurs entreprises.

- Créer des centres de ressources pour les entreprises au niveau du district et que les PME organisent des salons et des expositions pour commercialiser leurs produits.

« Quelles sont les opportunités dans les zones minières en termes d'accès au financement et aux marchés (pensez aux femmes et aux jeunes) ? »

Parmi les suggestions, il ressort que Les fonds locaux de développement minier pourraient soutenir les opérateurs économiques locaux avec un fonds garanti, leur permettant de mobiliser des fonds auprès d'institutions financières ou non financières.

Le gouvernement pourrait définir des cadres politiques pour encourager la consommation locale et trouver des modifications fiscales. Des incubateurs

Programme de soutien de la Chambres des mines du Burkina Faso

La Chambre des Mines du Ghana est une organisation de défense des intérêts des grandes sociétés minières au Ghana, de leurs sociétés de services de soutien connexes et d'autres organisations dont le travail empiète sur l'industrie minière.

Au fil des ans, les entreprises membres de la Chambre des Mines du Ghana ont pris des initiatives et mis en oeuvre des politiques pour promouvoir la participation des femmes et des jeunes dans l'industrie minière notamment la mise en place de politique visant à augmenter le recrutement et la rétention d'employés locaux mais également qui ciblent plus particulièrement les femmes et la mise en place de centres de formation.

SUCCÈS STORY

Alliance des Fournisseurs Burkinabé de Biens et Services Miniers (ABSM)

L'ABSM est une association de référence dans la rétribution des retombées du secteur minier à travers la promotion de la fourniture locale de biens et services.

MISSION

La mission de l'ABSM est de « Promouvoir la fourniture locale de biens et services aux sociétés minières, par la professionnalisation des fournisseurs locaux, l'amélioration de l'environnement des affaires dans le secteur et développement de partenariats structurants avec tous les acteurs concernés ». Ses domaines de compétences sont : le renforcement de capacités ; le plaidoyer ; l'information et le développement de partenariat

Les appuis ou solutions proposées par L'ABSM à ses membres :

- Mise en place de produits financiers adaptés aux besoins des PME;
- Maitrise des spécificités de la mine et de la chaine de valeur de l'Industrie minière;
- Mise en place de d'outils/techniques marketing et de gestion de la clientèle;
- Formalisation, Restructuration et mise à niveau;
- Mise en place d'outils/systèmes de planification, de gestion administrative et comptable

Quelques résultats

- **11 plans d'actions réalisées**/ offres techniques et financières;
- 11 entreprises à améliorer se outils de communication;
- **3 entreprises** ont eu des dossiers de financement;
- Plus de **60% des outils de gestio**n mis à disposition ont été **adoptés** et en cours d'utilisation notamment au niveau administratif, comptable que commercial.

Pour sa part, la Chambre des Mines du Burkina Faso (CMB) a été créée en 2011 et si les membres titulaires sont les sociétés minières en production, en construction et en recherche, la CMB accueille également des membres associés comme des sociétés de Géo services; explosifs et d'exploitation de carrière ou de mine souterraine ainsi que des membres affiliés comme les fournisseurs de biens et services.

La fourniture locale de biens et services est le levier qui a le plus d'effet multiplicateur dans les économies des pays aurifère. La CMB a appuyé plusieurs initiatives en la matière à travers la production d'études thématiques, l'élaboration et mise en oeuvre d'un plan stratégique de promotion de la fourniture locale, des formations informations, renforcement des capacités des fournisseurs miniers ainsi que l'organisation de missions commerciales.

THÈME 3 : FONDS MINIERS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET AUTRES REVENUS MINIERS

UN OUTIL POUR UN DÉVELOPPEMENT LOCAL DURABLE ET INCLUSIF ?

Table-ronde sur Développement local participatif et inclusif dans les zones extractives

Le 1er décembre, seconde journée du Forum régional du projet ACGEDE, 3 panélistes ont animé un débat sur les fonds de développement miniers :

- M. Emmanuel Okang, Chef de projets, Fonds de développement des minéraux qui a examiné le fonds de développement minier du Ghana, son utilisation, ses défis et sa gestion afin d'aider (au mieux) au développement de nos communautés.

- M. Tanga Félix Ouedraogo, Chargé de missions, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières au Burkina Faso

- M. Néné Moussa Maléya Camara, Directeur général des Relations Communautaires et du Développement du Contenu Local, ministère des Mines et de la Géologie de la Guinée

Présentation des fonds miniers

Les revenus miniers acheminés aux municipalités sont une bouée de sauvetage essentielle pour les communautés minières. Au Burkina Faso, au Ghana et en Guinée les codes miniers fixent les paramètres pour la constitution, l'approvisionnement et la gestion des Fonds miniers de développement locaux. Selon les pays, ces fonds sont alimentés par une part des redevances minières versées à l'État et/ou par des taxes spéciales basées sur le chiffre d'affaires des sociétés minières. Ces fonds sont distribués par l'État central, selon des clés de répartition propre à chaque pays, dans toutes les municipalités, mais avec une part importante pour les municipalités situées en zone minière. Les municipalités minières ont donc accès à des ressources importantes pour mener des initiatives de développement local inclusives et durables. Le projet AGCEDE a pu faciliter le dialogue entre les gouvernements locaux, les membres de la communauté et les administrateurs des fonds miniers de développement locaux pour s'assurer femmes et des jeunes participent à la planification de ces ressources et en bénéficient.

En Guinée, le projet a travaillé en étroite collaboration avec les organisations de la société civile, l'État et les gouvernements locaux afin d'allouer au moins 30 % des fonds miniers de développement locaux aux entreprises et projets économiques dirigés et bénéficiant aux femmes jeunes.

La Guinée s'appuie sur ses ressources minières pour répondre favorablement à la problématique de financement du développement local. Accompagné par plusieurs de ses partenaires, notamment le CECI, des réflexions ont été menées pour aboutir à la création de structures pérennes. Les fonds créés sont dotés de mécanismes de mise en oeuvre qui permettent d'accompagner efficacement les collectivités locales dans leur processus de développement. Les deux fonds mis en place sont :

- Le Fonds de développement Économique Local (FoDEL);
- Le Fonds National de Développement Local (FNDL).

Au Burkina Faso, le projet a appuyé les démarches des organisations de la société civile à l'échelle nationale afin de participer au dialogue national. L'action du projet dans ce domaine a été d'appuyer la tenue d'un cadre de concertation et d'action des OSC intervenant dans la gouvernance minière (OSC qui ont été à l'origine de l'institution du FMDL en 2015). Il s'est agi de tracer une feuille de route de collaboration qui aura pour finalité de susciter d'une part, une réelle implication des communautés dans la gestion du FMDL et d'inciter les autorités locales et nationales à plus de redevabilité et d'autre part, de plaider pour la relecture des décrets du FMDL dans l'intérêt des communautés (prise en compte des besoins économiques).

Tandis qu'au Ghana, le projet a soutenu le Minerals Development Fund pour mettre en place une feuille de route pour l'élaboration de règlements pour la loi MDF de 2016 (Loi 912) ainsi que le renforcement des capacités des comités de gestion locaux des programmes de développement communautaire minier.

À la suite des présentations concernant les différents fonds miniers le 1 décembre, les participant s ont pu échanger avec les panélistes notamment de la mise en oeuvre des fonds miniers, des progrès vers l'élaboration de réglementations et de partager les expériences d'utilisation des fonds dans les 3 pays afin d'en tirer des leçons.

Les principales questions furent : Comment ces fonds contribuent-ils à l'autonomisation économique des femmes et des jeunes ? Existe-t-il des contraintes quant à l'utilisation de ces fonds à cette fin ? Que peut-on faire et par qui pour augmenter l'effet de levier de ces fonds au profit des femmes et des jeunes ? Existe-t-il d'autres sources de revenus miniers qui peuvent être utilisées pour soutenir l'autonomisation économique des femmes et des jeunes?

Pour clore la seconde journée du Forum, le 1er décembre 2021, des conférences parallèles se sont tenues en fin de journée notamment concernant le Programme de développement économique local extractif d'IFC Canada ; Les cadres de suivi environnemental et social des impacts minièrs et du programme Beyond Zero Harm (BZH).

« Ce Fonds nous a beaucoup aidés. Grâce à ce fonds, nous avons pu construire un grand marché, le deuxième ou le troisième plus grand marché de la région de l'Ouest, beaucoup de femmes et de jeunes n'ont pas à marcher jusqu'à la capitale pour se faire soigner. Un pourcentage de ce fonds doit être alloué à la formation, pour les femmes et les jeunes de la région.».

M. EVANS ABOA AGOSO, DÉLÉGUÉ D'ORGANISATION JEUNESSE GHANA

« Nous sommes dans l'agroalimentaire. Grâce au projet AGCEDE, nous avons reçu une formation en entrepreneuriat, transformation alimentaire, plan d'affaires. Nous avons élaboré un plan d'affaires et l'avons envoyé à notre maire. Nous avons pu alors bénéficier du fonds FoDEL. Nous avions, à cette époque, 2 produits. Et avec le FoDEL, nous avons pu étendre notre gamme de produits à 12 articles. Nous avons augmenté notre nombre de clients et nous avons plus de contrats de transformation. Nous avons augmenté nos effectifs. Nous étions 7, 6 femmes et 1 homme, nous avons embauché 15 femmes de plus, nous sommes maintenant 22. Une fois que nous avons payé toutes nos factures et sommes dues au FoDEL et autres charges et économies, ce qui est resté de l'argent a été réparti entre les membres en fonction du nombre d'heures travaillées. Cela a changé nos vies et celle de nos enfants, nous avons de la nourriture et nous pouvons payer les frais de scolarité. Nous n'avons pas encore atteint nos objectifs mais nous y arrivons lentement.».

MME SALIMATOU KOMBASA, REPRÉSENTANTE DES ORGANISATIONS DES FEMMES DE GUINÉE

Programme de développement économique local extractif d'IFC Canada

Le programme (Extractive Sector Benefits Sharing Program) a été signé avec le Canada en 2016. Le programme se poursuivra jusqu'en juin 2023. Le programme se déroule dans quatre pays : la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Ghana et le Kenya et finance des projets de développement du secteur privé et apporte un appui conseil aux entreprises ou les clients avec lesquels nous travaillons, afin qu'ils puissent également générer plus de bénéfices de leurs opérations pour les communautés qui accueillent les projets. Les compagnies sont principalement du secteur minier 46 % ;énergie 23%; pétrole et gaz 23 % et transports 8%.

L'un des objectifs du programme est de soutenir un grand nombre de femmes, pour accéder aux bénéfices du développement de nos activités. L'inclusion des femmes est un principe de base autour duquel notre projet a été développé. Les domaines d'engagement du programme sont :

- Développement de contenu local - par exemple : Développement d'une interface permanente entre les grandes entreprises qui offrent des opportunités et les PME à la recherche d'opportunités de la chaîne d'approvisionnement (Guinée).
- Développement économique local par exemple : le partenariat avec la société minière GAC a aidé à lancer huit initiatives de subsistance pour construire une économie plus forte dans les communautés (zone du Bouquet- Guinée).
- Renforcement des capacités institutionnelles en renforçant les institutions locales, pour doter les entrepreneurs et particulièrement les femmes entrepreneurs, de compétences entrepreneuriales.

En termes de résultats (derniers chiffres annuels 2020)

- 12 122 personnes rejointes
- 5054 femmes atteintes (femmes 40% des bénéficiaires)
- 304 entités entrepreneuriales soutenues (107 détenues ou gérées par des femmes)

Leçon tirée : Nous avons développé des partenariats solides avec des sociétés minières, menant à plus d'emplois locaux et à de meilleurs résultats en matière de genre. La diversification en dehors des chaînes d'approvisionnement minières est essentielle pour aider à réduire la dépendance et la vulnérabilité des communautés locales. Nous ne pouvons pas concentrer tous nos efforts sur les chaînes d'approvisionnement minières. Il n'y a qu'un nombre limité d'entreprises locales qui peuvent opérer dans la chaîne d'approvisionnement minière, autant d'opportunités que les approvisionnements miniers peuvent offrir. C'est là que le développement de l'économie locale prend toute son importance. Et c'est pourquoi aussi, le renforcement des capacités locales a toute son importance. Ces deux éléments vont de pair, en complément du projet de contenu local

CONCLUSION, ÉVALUATION PAR LES PARTICIPANTS ET PERSPECTIVES

Le Forum régional ACGEDE 2021 a mis en évidence les succès ainsi que les défis du projet ACGEDE. Il a également souligné la dynamique du développement des MPME, en particulier au sein des communautés minières dans les trois (3) pays de mise en œuvre, compte tenu de leurs structures institutionnelles et politiques distinctes.

Dans l'ensemble, le Forum a été un succès, car il cherchait à rassembler toutes les parties prenantes clés, y compris les femmes et les jeunes entrepreneurs, pour échanger des savoirs et partager des apprentissages, créer des réseaux et explorer des moyens de renforcer les liens entre les partenaires locaux , nationaux et internationaux, y compris les OSC, le secteur privé et les gouvernements autour de la gouvernance et la transparence des revenus miniers et de leur utilisation pour la croissance et le développement des MPME opérant dans les zones extractives . La session a permis de susciter des opinions à la fois des communautés locales et des points de vue des gouvernements locaux concernant l'accès au financement et au marché ainsi que le support des gouvernements locaux

Points d'intérêts soulevés

- Les entrepreneurs souhaitent que les agences d'octroi de licences telles que la FDA soient décentralisées pour accroître l'accès à la certification. Ils ont encouragé la création de tels fonds.
- Certains groupes miniers apportent un soutien financier aux entrepreneurs en groupements/associations.
- Les entrepreneurs doivent être regroupés.
- La mise en place d'associations villageoises d'épargne et de crédit comme source alternative de financement des entreprises dans les zones minières.
- L'importance de décentraliser les agences d'octroi de permis telles que la FDA pour réduire le temps de trajet vers les capitales régionales, le temps passé à voyager, les coûts et par conséquent les niveaux de profit des entreprises dans les communautés minières.
- La nature centralisée des agences de licences de produits dans les capitales régionales telles que la FDA entraîne des frais de transport aller-retour entre les communautés minières et la capitale régionale; affecte les prix, ce qui réduit les niveaux de profit des entreprises et ralentit généralement la pénétration du marché des produits dans le pays.
- Il existe des financements des banques mais les entrepreneurs n'y ont pas accès en raison des cautions demandées
- Des marchés pour les produits sont disponibles, mais les entrepreneurs ne s'approvisionnent pas auprès d'entrepreneurs en raison de la capacité limitée pour les grandes quantités et des problèmes de licence.
- Les réunions publiques devraient être utilisées pour inviter les entrepreneurs à présenter leurs produits aux communautés minières par les assemblées de district.